

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 14–17 novembre 2011

RAPPORTS D'ÉVALUATION

**Point 6 de l'ordre du
jour**

Pour examen



Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.2/2011/6-D/Add.1

14 octobre 2011

ORIGINAL: ANGLAIS

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS AU KENYA

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, RMP*:	M. C. Kaye	tél.: 066513-2197
Conseiller principal pour les programmes, OD**:	M. P. Rodrigues	tel.: 066513-2361
Conseillère pour les programmes, RMP:	Mme K. Oppusunggu	tél.: 066513-3068

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Division de la gestion des résultats et de l'obligation redditionnelle

** Département des opérations

CONTEXTE

1. Le présent document constitue la réponse du Secrétariat aux recommandations issues de l'évaluation du portefeuille d'activités au Kenya (2006–2010).
2. Le Secrétariat accueille avec intérêt les conclusions et les recommandations, qui lui seront utiles pour l'alignement et les choix opérationnels à effectuer pour la nouvelle intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) pour le Kenya au moment où le PAM passe de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire et nutritionnelle. Le Secrétariat reconnaît qu'il importe de miser sur les partenariats afin d'augmenter la part des interventions ciblées et maximiser ainsi l'impact des nouveaux outils du PAM en matière d'assistance alimentaire, dans les activités Vivres pour la création d'avoirs (VCA), alimentation scolaire et santé et nutrition maternelles et infantiles.
3. Alors que la sécheresse s'intensifie dans la corne de l'Afrique, le PAM et ses partenaires, les donateurs et les autres parties prenantes doivent faire face à des besoins humanitaires urgents. Il est probable que l'insécurité alimentaire aiguë et le manque d'accès aux services continueront d'affliger la population; le Gouvernement a revu à la hausse les secours qui seront nécessaires pour le redressement à long terme et la durabilité. Dans le cadre de la réforme constitutionnelle prévue en 2012, le PAM œuvrera avec le Gouvernement et les acteurs humanitaires pour coordonner les activités de développement.
4. Les mesures prises par le Secrétariat pour donner suite aux recommandations sont présentées dans la matrice ci-jointe.

**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT
DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS AU KENYA**

Recommandations	Organe responsable	Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations	Délai de mise en œuvre
<p>Recommandation 1: à mesure que le bureau de pays adopte des changements allant dans le sens de l'évolution institutionnelle vers l'assistance alimentaire, il lui est recommandé:</p> <p>i) de revoir régulièrement les crédits budgétaires à la lumière des nouvelles priorités, en vue de restreindre la part du portefeuille consacrée aux distributions générales de vivres; et</p> <p>ii) d'affiner et de diffuser plus largement certaines des excellentes innovations déjà expérimentées et d'étoffer son unité d'innovation pour satisfaire la demande de flexibilité dans l'approche de la sécurité alimentaire, notamment si une composante urbaine est ajoutée au programme.</p>	Bureau de pays	<p>i) Recommandation acceptée. Le PAM reconnaît qu'il est important de réexaminer régulièrement les crédits budgétaires afin de restreindre les distributions générales de vivres et d'augmenter les activités ciblées du portefeuille d'activités du pays.</p> <p>ii) Recommandation acceptée. Le PAM continuera à évaluer les modalités de transferts monétaires et de bons d'alimentation afin de généraliser celles qui laissent clairement prévoir des effets positifs dans les trois prochaines années. Le bureau de pays a confié l'intensification des nouvelles solutions au problème de la faim à l'unité d'innovation, qui sera agrandie jusqu'à ce que les projets aient une capacité suffisante et que les systèmes soient intégrés.</p>	<p>En cours</p> <p>Décembre 2015</p>
<p>Recommandation 2: en vertu de la constitution nationale révisée, de nouvelles structures de gouvernance seront mises en place pour trouver un juste équilibre entre interventions d'urgence (groupes de pilotage chargés des situations d'urgence des districts) et activités de développement (comités de développement des districts). Il est recommandé que le PAM s'efforce d'aligner plus rigoureusement la planification par les groupes de pilotage de district sur le processus de planification de district en cours, en mettant en avant la suprématie des comités de développement des districts et en soulignant que les groupes de pilotage de district et la planification des interventions d'urgence sont des éléments essentiels du processus. Les plans de développement des districts doivent intégrer une solution de continuité dans laquelle s'inscrivent les processus des groupes de pilotage de district.</p>	Bureau de pays	<p>Recommandation acceptée en partie. Le PAM convient que les processus d'urgence devraient être alignés sur la planification du développement et y soient subordonnés mais, compte tenu de la nouvelle constitution, il est peu probable que les structures continuent d'exister sous leur forme actuelle. En se positionnant pour fonctionner dans le nouveau contexte, le PAM doit se coordonner avec les nouvelles structures de gouvernance plutôt que d'opérer un "rééquilibrage" des structures actuelles. Les discussions avec les ministères seront centrées sur cette exigence.</p>	Décembre 2012



**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT
DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS AU KENYA**

Recommandations	Organe responsable	Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations	Délai de mise en œuvre
<p>Recommandation 3: s'agissant des distributions générales de vivres, le bureau de pays devrait:</p> <p>i) revoir le nombre de bénéficiaires des distributions générales de vivres et considérer ce mode d'assistance comme une solution de dernière extrémité, une fois épuisés les recours aux stratégies d'atténuation et d'intervention intégrées aux stratégies de redressement à plus long terme et de transition vers le développement; et</p> <p>ii) continuer d'utiliser les bons d'alimentation ou les cartes à puce comme moyen de faciliter l'accès à la nourriture dans les zones pastorales – car ces instruments sont mieux adaptés au mode pastoral que les distributions générales de vivres – et en étendre l'usage, avec le concours des donateurs et d'autres partenaires.</p>	Bureau de pays	<p>i) Recommandation acceptée. La planification de la nouvelle IPSR comprendra un examen du nombre de bénéficiaires des distributions générales de vivres. Compte tenu des besoins aigus actuels, la composante secours ramènera le nombre de bénéficiaires de 51 pour cent en 2012 à 19 pour cent en 2015, à mesure que les ménages commencent à se relever de la crise. La composante protection sociale contribuera à atténuer les chocs et à réduire les distributions générales de vivres.</p> <p>ii) Recommandation acceptée. La nouvelle IPSR continuera d'abandonner les activités VCA au profit des activités Espèces pour la création d'avoirs; dans les zones arides où les marchés sont moins développés, le PAM aura recours aux bons d'alimentation électroniques. Les partenariats avec des organisations non gouvernementales ayant fait leurs preuves dans le domaine du développement des marchés de produits alimentaires en milieu rural seront fondamentaux.</p>	<p>Avril 2012</p> <p>Avril 2012</p>
<p>Recommandation 4: s'agissant des activités VCA, le bureau de pays devrait:</p> <p>i) continuer de privilégier les activités VCA par rapport aux distributions générales de vivres, lorsque les circonstances le permettent et selon le degré de vulnérabilité des communautés, établi au travers d'un examen réalisé sur le terrain;</p> <p>ii) permettre à diverses organisations, dont celles à assises communautaires, de jouer des rôles complémentaires dans le cadre des activités VCA d'une zone donnée, en fonction de leurs avantages comparatifs; si elles sont jugées fiables, le bureau de pays devrait promouvoir le développement à long terme de ces organisations et renforcer leur rôle; et</p>	Bureau de pays	<p>i) Recommandation acceptée. Dans le cadre de la nouvelle IPSR, le nombre de bénéficiaires des activités VCA augmentera, passant de 46 pour cent en 2012 à 69 pour cent en 2015 et le nombre des bénéficiaires des distributions générales de vivres sera réduit. Le bureau de pays s'assurera que des ressources suffisantes sont affectées au renforcement des capacités parmi les homologues du Gouvernement chargés d'élargir les interventions.</p> <p>ii) Recommandation acceptée en partie. Le PAM collabore avec des organisations communautaires et non gouvernementales en fonction de leurs avantages comparatifs. Le PAM soutient la recommandation en principe, mais le fait de traiter avec plusieurs organisations dans un même district risque d'augmenter les coûts de transaction et d'entraver les évaluations de fiabilité,</p>	<p>Mai 2013</p> <p>Mai 2013</p>



**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT
DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS AU KENYA**

Recommandations	Organe responsable	Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations	Délai de mise en œuvre
<p>iii) repenser les modalités du programme élargi d'alimentation scolaire, pour éviter de donner aux communautés de faux espoirs qui pourraient nuire à la crédibilité du PAM et du Ministère de l'éducation une fois que l'assistance prendra fin.</p>		<p>iii) Recommandation acceptée. Le PAM a élaboré une stratégie pour le transfert au Gouvernement des responsabilités en matière d'alimentation scolaire: elle prévoit le transfert des bénéficiaires du programme élargi d'alimentation scolaire au programme national d'alimentation scolaire issu de la production locale et le renforcement des capacités afin que les communautés puissent gérer le programme d'alimentation scolaire au niveau local.</p> <p>Le PAM fournira un appui technique aux homologues du gouvernement sous la forme de formations, de l'élaboration de directives et de manuels et organisera des missions de suivi conjointes conformément aux plans d'action.</p>	<p>Décembre 2013</p>
<p>Recommandation 6: s'agissant de la nutrition, le bureau de pays devrait:</p> <p>i) continuer d'appuyer le Gouvernement par l'apport de produits alimentaires et le renforcement des capacités pour la mise en œuvre de la supplémentation alimentaire destinée aux enfants souffrant de malnutrition, dans le cadre du programme de gestion intégrée de la malnutrition, et appliquer la décision d'inclure les ménages dont les enfants souffrent de malnutrition modérée dans les distributions générales de vivres;</p> <p>ii) explorer les possibilités de lancer des activités de nutrition plus préventives ciblant les enfants de la conception à l'âge de 2 ans: i) en s'associant à la nouvelle initiative d'interventions nutritionnelles à fort impact menée par l'UNICEF et le Gouvernement kényan; et ii) en pilotant des interventions urbaines innovantes dans les bidonvilles;</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>i) Recommandation acceptée. Le PAM continuera d'aider le Gouvernement en fournissant des Plumpy'Sup et Super Cereal Plus, approuvés par le Ministère de la santé en juillet 2011; et en renforçant les capacités du programme de gestion intégrée de la malnutrition dans le cadre de la supervision et de plans d'action conjoints. Le financement par le Gouvernement d'achats de mélange maïs-soja lors la récente crise d'urgence témoigne de l'engagement accru de celui-ci. Depuis mai 2011, les bénéficiaires de la supplémentation alimentaire reçoivent des rations au titre des distributions générales de vivres.</p> <p>ii) Recommandation acceptée. La nouvelle IPSR inclut la prévention des effets à long terme de la malnutrition et le ciblage des femmes enceintes et des mères allaitantes et des enfants de moins de 2 ans. Le PAM: i) fournira des suppléments alimentaires dans le cadre de l'intervention nutritionnelle à fort impact menée par le Gouvernement et l'UNICEF; et ii) continuera à appuyer les projets pilotes de transferts monétaires dans les bidonvilles, qui sont réalisés depuis octobre 2010 dans le cadre d'un programme national de protection sociale. Pour améliorer l'accès à l'alimentation et diversifier le régime alimentaire, des activités de nutrition</p>	<p>Mise en œuvre</p> <p>Mai 2012</p>



**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT
DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS AU KENYA**

Recommandations	Organe responsable	Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations	Délai de mise en œuvre
<p>iii) intégrer ses contributions en matière de nutrition dans le Plan opérationnel et budget annuels du Ministère des services de santé publique; et</p> <p>iv) accroître son expertise en matière de nutrition pour pouvoir participer plus activement aux débats y afférents et à l'élaboration de politiques et de directives, et encourager l'investissement dans l'amélioration de la qualité des données sur la prévalence de la malnutrition à l'échelon des districts, par exemple au moyen d'un projet pilote destiné à mettre en place le suivi des sites sentinelles du Ministère des services de santé publique reliés au système d'alerte précoce géré par les groupes de pilotage de district dans les zones arides et semi-arides.</p>		<p>préventive faisant appel aux bons d'alimentation sont envisagées; elles cibleront les enfants de la conception à l'âge de deux ans vivant dans les villes des zones arides et semi arides.</p> <p>iii) Recommandation acceptée. Les contributions du PAM en matière de nutrition sont auprès du Ministère des services de santé publique et seront intégrées dans le plan de travail et budget du Gouvernement pour 2011-2012.</p> <p>iv) Recommandation acceptée. Le recrutement d'un spécialiste de la nutrition renforcera les capacités du PAM de participer aux débats dans ce domaine et d'influencer les priorités nationales. Le PAM encouragera les investissements destinés à améliorer la qualité des données sur la malnutrition à l'échelle des districts.</p>	<p>Février 2011</p> <p>Juin 2012</p>
<p>Recommandation 7: s'agissant du VIH/sida, le bureau de pays devrait:</p> <p>i) continuer d'appuyer les points d'accueil sanitaire situés le long des principaux couloirs de transport, qui ciblent les chauffeurs de camion et les professionnels du sexe en diffusant des messages de prévention et en proposant des services de dépistage volontaire et d'accompagnement psychologique; renforcer l'intégration de la prévention du VIH, par exemple, en collaborant avec le programme national de lutte contre le sida et les autres infections sexuellement transmissibles à la formulation de messages clés à l'intention des communautés; et veiller à ce que les bénéficiaires soient inclus à toutes les activités.</p>	Bureau de pays	<p>i) Recommandation acceptée en partie. Le PAM accueille cette recommandation avec satisfaction. Il continuera de coopérer avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA): i) en fournissant un soutien alimentaire et nutritionnel pour garantir la réussite du traitement et de la récupération nutritionnelle; et ii) en participant aux activités de protection sociale durables pour atténuer les effets du sida sur les individus et les ménages. Le PAM transférera la responsabilité des trois points d'accueil sanitaire à la fondation North Star et installera un nouveau point d'accueil dans le camp de réfugiés de Dadaab. Le PAM participera à l'élaboration de politiques et de programmes à l'intention des sociétés de transport sous contrat avec le Programme, conformes aux politiques d'ONUSIDA en matière de VIH/sida sur le lieu de travail.</p>	Novembre 2011



**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT
DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS AU KENYA**

Recommandations	Organe responsable	Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations	Délai de mise en œuvre
ii) s'attacher à combler les lacunes dans la couverture jusqu'à ce que le programme d'aliments sur ordonnance du Plan d'urgence du Président des États-Unis d'aide à la lutte contre le sida (PEPFAR) destiné aux personnes vivant avec le VIH sous traitement antirétroviral soit complètement mis en place, et envisager de délivrer des aliments sur ordonnance aux personnes vivant avec le VIH sous traitement antituberculeux, qui ne sont pas couvertes par le PEPFAR; et		ii) Recommandation acceptée en partie. Dans le cadre du Programme national de lutte contre le sida et les autres maladies sexuellement transmissibles, le PAM participe à une analyse des lacunes de couverture visant à rationaliser l'appui alimentaire et nutritionnel apporté aux tuberculeux et aux personnes vivant avec le VIH et à confirmer son rôle, lequel est conforme à sa politique en matière de lutte contre le VIH et le sida. Le bureau de pays procédera avec prudence afin de garantir que la méthode destinée à combler les lacunes limite la dispersion géographique et maintienne l'efficacité.	Mise en œuvre
iii) s'efforcer de soutenir les ménages touchés par le VIH et exposés à l'insécurité alimentaire au moyen de mesures de protection sociale durables accompagnées de stratégies de transfert des responsabilités clairement définies, telles que les activités VCA; il convient de remplacer les rations fournissant 50 pour cent des besoins journaliers minimaux, qui en sont déjà à leur huitième année dans certains sites, par une autre formule en veillant à la conformité avec la nouvelle politique du PAM sur le VIH/sida.		iii) Recommandation acceptée en partie. Le PAM conduira une étude de vulnérabilité en matière de traitement et de soins qui constituera une base solide pour la conception du programme et garantira que les personnes voulues reçoivent une aide au moment voulu selon les modalités les plus efficaces. L'étude sera accompagnée d'une stratégie de retrait. Une note conceptuelle sera élaborée pour la composante du programme consacrée aux orphelins et autres enfants vulnérables; elle inclura des stratégies de retrait et de transfert des responsabilités. Des consultations sont en cours entre le PAM et ses partenaires afin de renforcer la composante concernant les moyens de subsistance et de formuler des stratégies de retrait	Février 2012 Mars 2012 Mars 2012
Recommandation 8: s'agissant de l'assistance en faveur des réfugiés, il est recommandé que le bureau de pays accélère la mise en place du processus d'identification biométrique avec les partenaires et l'intègre au processus de distribution des vivres, de sorte qu'une identification biométrique positive donne droit à une ration complète.	Bureau de pays	Recommandation acceptée. Le PAM a testé la plateforme technique sur la biométrie et est prêt à mettre en application le processus dès qu'il lui sera possible d'accéder à la base de données du Haut/Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Le PAM et le HCR ratifieront un projet de mémorandum d'accord sur le partage de données.	Décembre 2012



LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
VCA	Vivres pour la création d'avoins
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
PEPFAR	Plan d'urgence du Président des États-Unis d'aide à la lutte contre le sida
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés